

# En Thaïlande, la junte en tête aux législatives

Le parti du général putschiste Prayuth Chan-ocha semble en mesure de former le prochain gouvernement

BANGKOK - correspondant

Pour le clan des prodémocrates, qui entendaient marginaliser le pouvoir de l'armée en Thaïlande après cinq ans de régime militaire, la déception est à la hauteur de l'attente : selon les résultats encore partiels des élections législatives du dimanche 24 mars, c'est le Palang Pracharat (Parti du pouvoir de l'Etat du peuple), formation projunte, qui est arrivée en tête du scrutin. Devançant le grand parti de l'opposition Pheu Thai (Pour les Thaïlandais), à la traîne avec un demi-million de voix de moins que son rival.

Ce parti, et ses avatars précédents – ceux des anciens premiers ministres détrônés par l'armée, Thaksin Shinawatra et sa sœur Yingluck, aujourd'hui en exil – ont toujours remporté les élections depuis 2006, année du putsch qui renversa Thaksin. Sa sœur fut écartée du pouvoir il y a cinq ans à l'occasion du coup d'Etat de 2014. Le Pheu Thai est soutenu par une majorité des habitants des régions rurales pauvres du nord-est et du nord du pays, une population qui représente une puissante force électorale.

Si ces résultats se confirmaient, ils constitueraient une surprise de taille, dans la mesure où ce scrutin était considéré par les observateurs de la scène politique thaïlandaise comme une sorte de référendum sur le rôle de l'armée en politique dans ce pays, qui a connu douze coups d'Etat depuis

1932. Le bilan plus que mitigé de la junte en matière économique, ainsi que le soutien des régions rurales à l'opposition, ne laissent pas présager une telle victoire.

Le camp des prodémocrates a cependant des raisons de se réjouir du succès de l'Anakot Mai (Parti du

nouvel avenir), qui a été la révélation de la campagne électorale : cette formation soutenue par la jeunesse et les classes urbaines a réussi sa percée dans l'ensemble du royaume, et arrive en troisième position, tout proche en nombre de voix. Quant au vieux Parti démocrate, il s'effondre, forçant à la démission l'ancien premier ministre Abhisit Vejjajiva, qui avait soutenu l'armée durant son passage au gouvernement, notamment lors d'une violente répression de manifestants dans Bangkok en 2010 (autour de 100 morts).

**Clivage « profond et structurel »**  
Autre surprise des élections : alors que les sondages annonçaient une participation massive, de l'ordre de 80 % à 90 %, et que l'on croyait une écrasante majorité de Thaïlandais tentée par ce retour au suffrage universel, seulement 66 % d'électeurs se sont rendus aux urnes.

L'une des premières leçons à tirer de ce scrutin tant attendu est que la Thaïlande reste un royaume politiquement clivé entre, d'un côté, le camp des prodémocrates, où se retrouvent nombre d'intellectuels, les agriculteurs des régions défavorisées et une partie de la jeunesse urbaine, et de l'autre côté, le camp des élites réunissant

les ultramonarchistes, l'armée et les capitaines des grands groupes industriels. « Le clivage politique reste le même que celui en place depuis une quinzaine d'années, réagit Thitinan Pongsudhirak, professeur de sciences politiques à la prestigieuse université Chulalongkorn de Bangkok. Cette division est profonde et structurelle. » Les résultats du scrutin « vont redonner [aux militaires] plus de légitimité et de crédit », ajoute-t-il.

Alors que les résultats définitifs devraient être connus en début d'après-midi, lundi, les rumeurs

de fraudes et autres irrégularités se propagent déjà. Le secrétaire général du Pheu Thai, Phumtham Wechayachai, a déclaré dimanche que ces élections ont été « irrégulières ». Le même soir, la commission électorale a annoncé que près de deux millions de bulletins de vote avaient dû être annulés.

Le système électoral est d'une grande complexité en Thaïlande, ce qui pourrait expliquer que le Pheu Thai ait emporté plus de sièges que son rival pro-armée du Palang Pracharat, alors que celui-ci rassemble plus de votes. Une partie

des 500 députés de l'Assemblée nationale ne se présentent en effet pas dans une circonscription géographique et sont élus au scrutin proportionnel plurinominal sur les listes de leurs partis.

S'ajoutent à cette complexité les dispositions de la nouvelle Constitution passée sous régime militaire en 2017 et approuvée par référendum l'année précédente : aux termes de celle-ci, les 250 sénateurs, dont une moitié était autrefois élue, seront désignés par un comité appointé par la junte. Le premier ministre pourra de surcroît être désigné par une majorité des votes au Parlement, composé du Sénat et de l'Assemblée nationale, s'il n'est pas député ou n'appartient pas à une formation politique. Même si la formation des militaires avait perdu l'élection, un chef de gouvernement de leur choix aurait pu ainsi être facilement nommé par le clan des projunte : avec un Sénat tout acquis à la cause de l'armée, le parti de celui-ci aurait eu besoin de seulement 126 députés votant en sa faveur...

« Je ne pense pas que le Pheu Thai puisse former un gouvernement, même s'il a gagné plus de sièges que le Palang Pracharat », estime une candidate du parti d'opposition, qui a requis l'anonymat.

La figure victorieuse de ces

élections devrait donc être celle du premier ministre sortant et auteur du putsch de 2014, le général Prayuth Chan-ocha, qui était candidat à sa succession sur la liste du parti Palang Pracharat, récemment créée par plusieurs de ses anciens ministres.

Le jour de l'élection a également été marqué par une intervention inédite du roi, Sa Majesté Maha Vajiralongkorn : le souverain, dont le rôle politique est plus affirmé que le voudrait sa fonction de monarque constitutionnel, a incité ses sujets à voter « pour les bonnes personnes » et à se méfier de celles qui peuvent créer du « chaos ». Ce message sibyllin a été répété en boucle sur les chaînes de télévision toute la journée, laissant un certain nombre d'observateurs penser que le roi penchait vers le camp de l'actuel régime. Ce dernier n'a d'ailleurs eu de cesse de revendiquer sa totale fidélité à la monarchie.

## Décisions opaques

Les décisions de cette dernière restent des plus opaques, et aucun commentaire ne peut être fait à l'égard du roi et de sa famille, protégés par de sévères lois de lèse-majesté pouvant valoir à tout journaliste, citoyen ou observateur jusqu'à quinze ans de prison.

Il est intéressant de noter que le roi Vajiralongkorn, qui sera couronné en mai, a repris dans son message de dimanche une déclaration faite autrefois par son père Bhumibol Adulyadej, mort en 2016 après soixante-dix ans de règne : le défunt roi, qui fut un souverain adulé, avait utilisé les mêmes termes en 1969, au cœur de la guerre froide et du conflit au Vietnam, à une époque où la Thaïlande était perçue comme le bastion de la résistance contre le camp communiste. ■

BRUNO PHILIP

## LES DATES

### 2006

Coup d'Etat militaire contre le premier ministre Thaksin Shinawatra, le 19 septembre.

### 2008

Thaksin Shinawatra part en exil, en août, puis s'installe à Dubaï.

### 2010

Violente répression de l'armée, à Bangkok, contre des manifestants soutenant le premier ministre renversé. Au total, environ 100 personnes sont tuées.

### 2011

Yingluck Shinawatra, sœur de Thaksin, devient, en août, première ministre après la victoire de son parti, le Pheu Thai, aux élections législatives.

### 2014

Coup d'Etat militaire contre Yingluck Shinawatra, le 22 mai.

### 2017

Yingluck Shinawatra s'enfuit de Thaïlande, le 23 août, pour échapper à un procès instruit contre elle par la junte militaire.